La question de la question

vendredi 9 octobre 2020, par BEAUDET Pierre (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2020).

Au tournant des années 1960, la question québécoise est ressortie avec force. Après la défaite des Patriotes de 1837-38, le projet d'émancipation était refoulé pour trouver refuge dans le nationalisme de survivance qui a atteint son paroxysme durant la période de la « grande noirceur » sous Maurice Le Noblet Duplessis. Au fil des transformations de la société et sous l'impulsion de luttes populaires, le basculement de la révolution tranquille a rouvert le débat. L'univers politique s'est alors scindé de sorte qu'une proposition à l'effet de donner au peuple ses pleines capacités débouchait sur un appel à lutter pour un État indépendant. Cette proposition ressortait d'une colère juste et légitime, du fonds des tripes et de l'intellect, des taudis de Ville Jacques-Cartier comme du Quartier latin et de la Gaspésie. Dans le beau film de Félix Rose, on voit, on entend, on respire cette aspiration à la justice.

Par la suite, de l'ascendance du Parti Québécois a émergé un projet hybride, contre l'optique plus radicale d'une rupture globale préconisée par le RIN et les mouvements de gauche. Le projet préconisait un « accommodement raisonnable » avec le Canada en préservant une grande partie de la structure confédérale. Un État semi indépendant devait prendre forme, inséré dans le cadre canadien et nord-américain. Mais l'échec de 1980 a marqué le refus du pouvoir canadien d'une telle réforme. Par la suite, le PQ a tenté de garder la flamme jusqu'au deuxième échec de 1995, en bonne partie par le même refus brutal du côté canadien.

À travers ce long parcours, le PQ misait sur une élite d'affaires émergente qui devait, pensait-on passer du côté de la souveraineté. En réalité, la grande majorité des entrepreneurs québécois, le futur Québec Inc. n'ont pas embarqué préférant continuer avec les appuis tant de l'État québécois que de l'État canadien, en évitant des soubresauts politiques qui leur apparaissaient inévitables avec une souveraineté même diminuée par l'association. En 1995, ce débat a été clos.

25 ans plus tard, les faiseurs d'opinion disent que la question ne se pose plus. La posture de la CAQ, qui relance l'autonomisme provincial de vogue avec Duplessis, semble confortable. Mais cela pourrait être une illusion.

- La situation économique du Québec repose la question. Dans la logique du capitalisme, les gros mangent les petits et les très gros mangent les gros. Ainsi Québec Inc. se retrouve mal placé devant un cadre canadien et nord-américain, qui cherche des relais (pour ne pas dire des filiales) où les méga entreprises continentales visent les « beaux fleurons » québécois. Même si l'économie et la société se sont modernisées et diversifiées, avec la pandémie et la récession économique mondiale, le capitalisme québécois est fragilisé. Si le problème n'est pas seulement québécois, la fragilité ici est plus grande. Conclusion, il faudra repenser le projet d'un développement autocentré (ce qui ne veut pas dire autarcique), au-delà du modèle néolibéral de la financiarisation et de l'extractivisme. Sans cela, il n'y aura ni souveraineté ni prospérité.
- Initialement, le « nous » du peuple québécois était relativement homogène, même s'il était basé sur le déni que le Québec est également la terre des premières nations. Aujourd'hui, le

« nous » tricoté serré ne va nulle part sinon que vers un nationalisme de droite, voire vers un rétrécissement identitaire. À moins de reléguer immigrants et autochtones à l'arrière-plan, il faudra reconstruire un « nous » apte à réunir une société et un peuple en construction, au lieu de laisser aller une fragmentation identitaire sans fin. Cela implique de compléter, entre autres, l'œuvre inachevée de la loi 101, grugée par l'anglicisation qui va de pair avec l'américanisation. Voici un autre défi énorme.
- Le Québec, comme le reste du monde, est confronté à la tempête environnementale dont les liens avec la pandémie ne sont plus mis en doute. Faire face à cette situation exige des réponses concertées à l'échelle internationale. Le nationalisme traditionnel ne peut être un outil efficace à ce niveau. La coopération entre les États et les peuples étant indispensable, le projet d'une souveraineté doit effectivement être internationaliste. Il faut qu'un projet national et démocratique rebâtisse des structures multilatérales de coopération.

On pourrait ajouter à cette liste plusieurs autres défis. D'où la nécessité de revoir la question nationale « revisitée ». Notre point de vue est partisan, loin du langage académique ou médiatique : nous sommes pour l'indépendance du Québec ou, dit autrement, pour la souveraineté populaire ! La question nationale continue de nous habiter, dans les contradictions profondes qui confrontent notre société. Elle aspire à réémerger dans un nouveau projet pour promouvoir la justice sociale et environnementale, l'égalité, la dignité et la solidarité.

Pierre Beaudet

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

https://www.pressegauche.org/La-question-de-la-question-44741